

TRIMESTRIEL

NUMÉRO 1 · AUTOMNE 2009 · 2 EUROS

vert

le journal
qui annonce la couleur

ULTIMATUM
CLIMATIQUE

URGENCE
SOCIALE

c'est chaud!

Oyé, oyé... 6 euros par an seulement ! C'est le prix de l'abonnement annuel (4 n°) à la nouvelle formule de **vert** – le journal qui annonce la couleur !

Abonnons-nous vite : rendez-vous à la page 23...



Photo Xavier Cantat

Cécile Duflot.

L'intro

Tous écologistes ? Depuis le résultat des dernières européennes, tout le monde, ou presque, se proclame « *écologiste* », sans toujours comprendre la logique de ce que cela implique. Jusqu'au gouvernement, malgré son bilan médiocre en la matière : il a d'abord saboté le Grenelle à coups d'innombrables renoncements. Il a ensuite relancé la filière nucléaire en mettant en chantier un deuxième EPR aussi coûteux qu'inutile. Il a récemment sabordé l'idée de fiscalité écologique avec une taxe carbone injuste socialement et inefficace environnementalement. Et c'est la France qui est actuellement un frein pour aboutir à un accord ambitieux à Copenhague, sommet clé dans le combat mondial contre le réchauffement climatique.

Le gouvernement de Nicolas Sarkozy a de plus oublié les fondements de l'écologie politique : meilleure répartition des richesses, respect des libertés individuelles, préservation du bien public. Ce gouvernement est celui qui a augmenté les inégalités avec le bouclier fiscal ou la défiscalisation des heures supplémentaires. Il est celui qui a multiplié les lois sécuritaires tout en démantelant progressivement les services publics. Il est celui qui a fait exploser la dette publique tout en supprimant de manière aveugle des milliers de postes de fonctionnaires.

Face aux crises qui nous menacent toutes et tous, les écologistes ont, plus que jamais, l'obligation de se rassembler pour défendre et expliquer leur projet. Les résultats des dernières législatives partielles à Rambouillet et à Poissy, où nous avons fait 20,2 % et 14,8 %, montrent que la voix des écologistes commence à être écoutée. À nous de faire en sorte qu'elle soit entendue. Et pour cela, il faudra que les écologistes puissent mettre en œuvre leur projet.

Nous devons faire confiance aux électeurs et électrices pour que la réponse écologiste puisse être mise en œuvre dans les régions, en France et sur l'ensemble de la planète. ▲

► Au sommaire

- C'est chaud ! pages 4/10
- Nicolas Galepides page 11
- José Bové page 12
- Michèle Rivasi page 13
- Paris page 14
- Montpellier page 15
- Françafrique page 16
- Amérique latine page 17
- Actualités page 18/22
- Mots croisés page 23
- Abonnement page 23

CÉCILE DUFLOT SECRÉTAIRE NATIONALE DES VERTS



Photo Gabriel Laurent
www.phototheque.org

Le "big bang" d'Europe Écologie Région... La campagne des élections régionales a démarré. Partout, des Comités d'animation et de pilotage régionaux sont créés, composés de Verts et de non Verts travaillant à l'élaboration du programme régional et à la constitution de listes de rassemblement. Des forums publics s'organisent, et ils connaissent un franc succès tant par leur fréquentation que par le niveau élevé des débats. Des ralliements à Europe Écologie Région arrivent de tous côtés, des milieux associatifs environnementalistes mais aussi du monde de l'économie sociale et solidaire, de la défense des droits de l'homme, des syndicats, et aussi d'autres formations politiques.

Non, le résultat du 7 juin n'était pas un feu de paille ! Le rassemblement des écologistes continue d'exercer son attractivité et s'élargit. Il répond tout à la fois à l'urgence écologique et à l'urgence sociale en proposant un projet de société crédible face au modèle libéral, productiviste et inégalitaire. Il répond aussi à la crise du politique par un dépassement de la forme du parti en associant des militants politiques et des acteurs de la "société civile".

Comme pour les Européennes, un projet original est en cours d'élaboration. Il s'agit de concevoir l'éco-région : la région dont le mode de développement, dont l'économie seront convertis par l'écologie. Dans chaque région, ce projet sera adapté aux réalités locales et discuté au sein des comités locaux Région Écologie et avec les citoyens.

La campagne sera aussi nationale : site internet, programme, charte graphique. Et notre journal ne sera pas en reste ! Nous consacrerons une bonne part de nos pages à la campagne dans les régions. Vous avez en effet entre les mains le premier numéro de la nouvelle formule de **vert** (trimestriel). Dossier thématique, regards sur l'actualité, pages européennes, transnationales, zooms locaux... **vert** entend participer à la construction d'une image sérieuse, audacieuse, visionnaire et attrayante. À vous de juger, de réagir, et surtout de vous abonner : **6 euros par an ! ▲**

JEAN-LOUIS
ROUMEGAS

DJAMILA
SONZOGNI

PORTE-PAROLE DES VERTS



Jean-Louis Roumégas.



Djamila Sonzogni.



ULTIMATUM CLIMATIQUE URGENCE SOCIALE

c'est



Photos DR

Du 7 au 17 décembre se déroulera à Copenhague une conférence internationale aux enjeux écologiques – environnement, justice planétaire, économie et démocratie – fondamentaux pour l'ensemble des habitants de cette planète, et les générations futures. Les intérêts en jeu, les bouleversements qu'elle implique une réponse à la hauteur sont si importants qu'il est probable que Copenhague ne sera que le point de départ d'un processus. Il n'en est que plus important de faire pression sur les États dès maintenant.

Les enjeux environnementaux sont connus : enrayer le dérèglement climatique dû à l'action humaine sur lequel s'accorde la communauté scientifique. Les dégâts causés par les gaz à effet de serre (GES) sur le climat ne font plus question, même si les impacts exacts restent difficiles à mesurer. Chaque semaine apporte son lot de mauvaises nouvelles. Les scientifiques s'accordent pour dire que la situation est pire que le pire des scénarios envisagés il y a seulement 2 ans. La fonte des glaces constatée n'était prévue que dans une trentaine d'années ! Les cyclones, incendies de forêts se multiplient. On estime à 300 000 le nombre de victimes chaque année.

La communauté internationale s'est engagée à limiter l'accroissement de température à 2 degrés. Pour cela, nos émissions doivent être réduites à un rythme soutenu : - 40 % en 2020 pour les pays industrialisés... alors que le « paquet climat-énergie » de l'Union Européenne ne prévoit qu'une diminution de 20% (30% s'il y a accord à Copenhague).

Autre enjeu tout aussi considérable : l'adaptation. Un accroissement de 2 degrés aura des impacts majeurs sur le climat, le niveau des eaux, l'agriculture, les maladies, etc. Tous les pays seront impactés, mais certains sont plus vulnérables, à commencer par les plus pauvres. S'adapter au changement climatique (c'est-à-dire anticiper pour réduire la vulnérabilité) nécessite des moyens considérables évalués à 110 milliards d'euros par an. C'est énorme, mais ne représente qu'1/10 des dépenses annuelles d'armement ! ➤



Copenhague 2009 : l'enjeu planétaire

chaud !

- D'un simple point de vue géopolitique – au vu des guerres actuelles pour l'énergie et des centaines de millions de réfugiés climatiques de demain – ces sommes seraient bien mieux investies dans la prévention.

Répartir justement la charge de ces moyens financiers implique d'évaluer les responsabilités : non seulement les émissions actuelles, mais aussi depuis le début de l'ère industrielle. Même si la Chine émet maintenant plus de GES que les USA – et doit donc prendre sa part de l'effort – sa responsabilité historique reste bien inférieure. La prise en compte de cette « dette écologique » des riches envers les pauvres, donc une redistribution planétaire de la richesse, est une clé essentielle de Copenhague.

A cela s'ajoutent des enjeux économiques majeurs. Nicolas Stern a estimé les dégâts économiques du dérèglement climatique supérieurs à ceux des deux guerres mondiales. L'inaction serait dramatique. Et ce d'autant plus que la mutation vers la sobriété nécessaire peut enclencher un cercle économique vertueux, générant des dizaines de millions d'emplois nouveaux en production énergétique, agriculture, etc. prémisses d'un nouveau mode de développement.

Enfin, l'enjeu démocratique est considérable : pour la première fois de son histoire l'humanité doit prendre des décisions qui impacteront son destin. Comment ces décisions seront prises, comment elles seront appliquées, contrôlées, comment seront impliqués les autres acteurs (ONG, acteurs sociaux et économiques, collectivités), comment les technologies seront mises en commun et évitées les chimères technologiques (nucléaire, stockage profond), quels mécanismes économiques seront mis en place (taxes, marchés, etc.) en dira long sur la gouvernance à venir de la planète.

Tout ne s'écrira pas en décembre. Mais c'est maintenant qu'il faut peser, pour Copenhague 2009 et pour la suite. ▲

DENIS BAUPIN ADJOINT AU MAIRE DE PARIS
CHARGÉ DU DÉVELOPPEMENT DURABLE



Photos DR

Photo DR



L'ultimatum climatique

Lancé par onze ONG : WWF-France, Greenpeace France, Action contre la Faim, Care France, Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme, Fondation Nicolas Hulot, Les Amis de la Terre, Médecins du Monde, Oxfam France - Agir Ici, Réseau Action Climat et Secours Catholique, un appel intitulé "L'ultimatum climatique" demande à Nicolas Sarkozy de s'engager en faveur d'un accord historique à Copenhague : « *Au mois de décembre de cette année se tiendra à Copenhague le Sommet de l'ONU sur le climat. Confrontés au péril climatique, les dirigeants du monde entier devront parvenir à surmonter leurs divergences d'intérêts de court terme pour se rassembler autour d'un projet politique mondial fondé sur un constat scientifique objectif et ainsi donner une suite au protocole de Kyoto qui soit à la hauteur des enjeux que nous allons devoir tous ensemble affronter dans les décennies à venir. Le résultat de cette conférence dessinera l'avenir climatique de l'humanité. Or comme le rappelait il y a un an le secrétaire général des Nations Unies Ban Ki-Moon, "Nous sommes au bord d'une catastrophe si nous n'agissons pas".* » ▲

<http://www.copenhagen-2009.com/>

Photo DR



Urgence Climatique Justice Sociale

Des associations et des syndicats se sont réunis pour construire une mobilisation afin que des mesures soient prises face à l'urgence climatique, à partir du point de vue que ces mesures n'auraient de sens que si elles s'inscrivaient dans une logique de justice sociale. Cette démarche a abouti à l'adoption d'un appel soutenu par des courants et forces politiques. Les signataires s'engagent à construire une série de mobilisations pour peser sur le sommet de l'ONU qui se tiendra à Copenhague en décembre 2009. « *Nous sommes à la croisée des chemins. Issu de l'activité humaine, dans le cadre d'un modèle de production agricole et industriel que les sociétés industrialisées ont mis en place et qui se répand sur l'ensemble de la planète, le réchauffement climatique met en danger les moyens d'existence et les vies de milliards d'êtres humains, et menace d'extinction des millions d'espèces. D'ores et déjà, des populations entières sont affectées, en particulier les femmes, les peuples indigènes, les paysan-ne-s et, de façon générale, les plus défavorisés. Face à cette crise écologique et sociale, mouvements sociaux, organisations écologistes, politiques et scientifiques du monde entier appellent à une action urgente et radicale.* » ▲

<http://climatjustice.org/>

[climatecircus.com], le site animé des Verts européens sur Copenhague, nous permet de décrypter la position des pays industrialisés sur le climat. D'une façon générale, mobilisons-nous avec Europe Écologie sur **[europe-ecologie.fr]** et retrouvons en particulier toutes les infos pratiques ainsi que le fameux "kit de mobilisation"...

L'ULTIMATUM CLIMATIQUE

www.copenhague-2009.com

On ne négocie pas avec le climat, on agit !

Signez l'appel

c'est chaud



Benoît Faraco.

Trois questions à Benoît Faraco, coordinateur changement climatique-énergie de la Fondation Nicolas Hulot pour la nature et l'homme

Benoît

Fondation **FARACO**
Nicolas Hulot

LA SITUATION climatique mondiale est-elle désespérée ?

BENOÎT FARACO • Elle est extrêmement préoccupante. Selon les derniers rapports des scientifiques, nous émettons plus de gaz à effet de serre que dans les scénarios les plus pessimistes. Cela engendre un réchauffement de la planète

qui risque de bouleverser l'ensemble des équilibres écologiques, sociaux et économiques. Déjà, les effets du réchauffement se font sentir, notamment dans les zones côtières. En Asie, dans les deltas et les zones humides, on voit apparaître les premiers réfugiés climatiques, chassés de chez eux par la montée des eaux. Les glaciers de l'Himalaya représentent l'un des plus gros réservoirs mondiaux d'eau douce. Ils sont en train de fondre, et vont priver une bonne partie de l'Asie du Sud Est d'eau potable. Nous avons encore l'opportunité d'inverser la tendance. En réduisant drastiquement nos émissions de gaz à effet de serre, on peut encore espérer limiter les dégâts, et donc mieux les gérer.

COPENHAGUE constitue-t-il un espoir ?

BF • Bien sûr. Mais cet espoir est suspendu à l'ambition que mettront nos États dans le cadre des négociations, et celle-ci n'est pas aujourd'hui à la hauteur des enjeux. Nous sommes trop repliés sur nous-mêmes pour parvenir à un succès à Copenhague. Pour moi, l'espoir vient avant tout de la créativité et de l'inventivité humaines. Nous sommes face à un défi qui peut sembler insurmontable, mais qui est aussi une formidable opportunité économique et sociale. Derrière Copenhague, il y a toute une nouvelle économie : celle de la rénovation de nos logements, celle des énergies renouvelables. Ce sont à chaque fois des centaines de milliers d'emplois qui vont être créés.

QUE PEUT-ON ESPÉRER de la France ?

BF • La France a nettement progressé en matière de politique environnementale. Avec le Grenelle de l'Environnement, la taxe carbone... Par rapport à Copenhague, nous avons cependant des progrès à faire. En Afrique, en Inde, des centaines de millions de personnes n'ont pas accès à l'électricité, et donc aux soins, à l'éducation. Ces pays sont aujourd'hui face à deux choix : soit développer les énergies fossiles soit se tourner vers les énergies renouvelables. Pour des raisons économiques, ils choisissent généralement les énergies fossiles, ce qui compromet la stabilité du climat. Nous avons la responsabilité de les aider à se tourner vers les énergies renouvelables en leur apportant un soutien technologique et financier. Je souhaite que la France soit proactive, fasse des propositions concrètes pour incarner le principe de solidarité. ▲

PROPOS RECUEILLIS PAR GÉRALDINE BOÏER

c'est chaud Collectivités

Photo DR



Quel rôle jouent les collectivités dans le dérèglement climatique ?

Aboutissement espéré de la plus grande négociation globale de l'histoire de nos sociétés, croisant enjeux environnementaux et sociaux, modèles de développement et solidarité Nord-Sud, la conférence de Copenhague est bien le rendez-vous majeur annoncé. Par leurs capacités à influencer le quotidien des habitants de leur territoire, villes et régions sont aujourd'hui porteurs d'une part importante des possibilités de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Elles sont déjà dans l'action. Faire reconnaître leur rôle dans l'accord final est donc primordial : c'est permettre l'accès à de nouveaux financements pour les villes et communautés rurales du Sud, c'est, au Nord, ouvrir la voie à la définition de nouveaux cadres de coopération États-collectivités locales. Face à cet enjeu majeur, les réseaux de collectivités locales mondiales ont réussi à adopter une plate-forme de propositions communes, et se présentent unis dans cette négociation : symbole politique fort à 50 jours d'un sommet toujours marqué par l'incapacité des États à s'accorder ne serait-ce que sur la forme du texte final. Mais notre rôle ne se limite pas à obtenir cette reconnaissance. Avec tous les acteurs de la société civile, nous devons participer à cette mobilisation collective, partout dans le monde, pour exiger des États, tout particulièrement en Europe et en Amérique, qu'ils dépassent leurs égoïsmes nationaux pour répondre à l'enjeu planétaire. Les élus Verts ont un rôle important à jouer. Depuis un mois, leur mobilisation pour engager des centaines de communes et régions françaises dans l'appel de "L'Ultimatum climatique" est une illustration de leur détermination. ▲

RONAN DANTEC

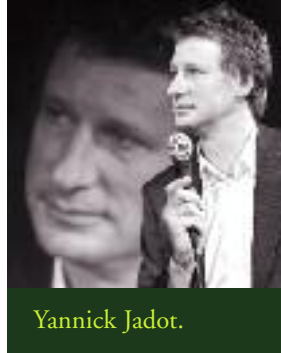
REPRÉSENTANT DES COLLECTIVITÉS LOCALES DANS LA NÉGOCIATION INTERNATIONALE
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA FÉDÉRATION DES ELUS VERTS ET ÉCOLOGISTES (FEVE)

**EUROPE
ÉCOLOGIE**

LA CONVENTION D'EUROPE ÉCOLOGIE Du 7 au 18 décembre 2009, se tient à Copenhague un Sommet de l'ONU qui doit aboutir à un accord mondial pour répondre à la crise climatique. Le péril est connu, les problèmes à résoudre sont nombreux. Quels doivent être les objectifs de réduction des émissions des pays industrialisés ? Quelles actions doivent entreprendre les pays émergents ? Quel soutien financier doit être apporté aux pays en développement ? Les positions et la stratégie de négociation françaises sont définies par le gouvernement et le Président de la République. Mais ce Sommet concerne tous les partis politiques et l'ensemble de la société civile, parce que les décisions qui y sont prises engagent les Français pour les décennies à venir dans de nombreux domaines : politiques énergétiques, sociales, relations avec les pays en développement... Convaincue que les enjeux climatiques dépassent les frontières des partis, Europe Ecologie a invité les partis politiques, les associations et les syndicats le 21 novembre dernier à l'Assemblée nationale pour un "Forum Copenhague". Ce rendez-vous fut une occasion unique de débattre des grands enjeux du Sommet mais aussi, pour les partis, de répondre aux demandes des associations et des syndicats.

c'est chaud

Photo Xavier Cantat



Yannick Jadot.

Trois questions
à Yannick Jadot,
eurodéputé
Europe Écologie,
groupe Les Verts /ALE



Yannick JADOT eurodéputé



AUTOUR DE QUOI TOURNENT exactement les négociations de Copenhague ?

YANNICK JADOT • Les pays doivent trouver un nouvel accord sur le climat. Soit il conduira les émissions mondiales de gaz à effet de serre à se stabiliser puis à décliner avant 2015. Soit notre planète se réchauffera de plus de 2°C, seuil au-delà duquel les conséquences seraient désastreuses. La crise climatique tue déjà 300 000 personnes chaque année, presque exclusivement dans les pays pauvres. Des centaines de millions de réfugiés climatiques sont attendus si on ne fait rien. À Copenhague, l'humanité a rendez-vous avec son avenir.

QUELS SONT LES RÉSULTATS POSSIBLES (succès, échecs) ?

YJ • Le monde peut entamer sa révolution écologique, et construire une nouvelle solidarité avec les pays du Sud. Mais pour cela, les pays riches doivent réduire de 40 % leurs émissions de gaz à effet de serre par rapport à 1990, et mobiliser 120 milliards d'euros chaque année, d'ici à 2020, pour aider le Sud à faire face au péril climatique. Les grands pays émergents ont fait des avancées décisives. Au Nord, et notamment à l'Europe et à la France de faire de même. Alors, Copenhague sera un succès. Sinon, Copenhague sera un échec que les dirigeants cacheront à grand renfort de beaux discours et de plans de communication massifs.

QUELLES SERAIENT LES CONCLUSIONS idéales du Sommet ?

YJ • L'accord idéal permettrait au monde de limiter le réchauffement planétaire en dessous de 2°C. Les pays riches rembourseraient leur dette climatique vis-à-vis du Sud en aidant financièrement les pays en développement pour qu'ils se développent proprement et puissent faire face aux impacts inévitables du réchauffement climatique. Pour cela, nous avons besoin de la mobilisation de toutes et de tous, notamment en France. Europe Écologie, sur son site internet [europe-ecologie.fr], vous aide à vous mobiliser ! ▲

PROPOS RECUEILLIS PAR GÉRALDINE BOÏER



Comment la question climatique

S'INSCRIT-ELLE DANS LA LÉGISLATION FRANÇAISE ?

c'est chaud

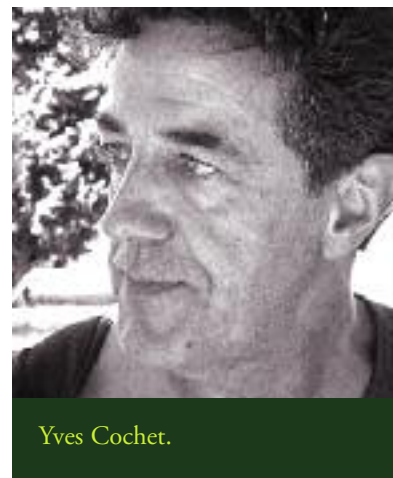


Parce que le changement climatique est désormais un enjeu majeur d'actualité, personne ne doit rester inactif. Aucun symbole universel n'existait pour représenter le mouvement. L'idée est donc de faire en sorte qu'un maximum de personnes, de groupes et d'associations s'approprient ce drapeau. On peut télécharger le logo sur le site [www.climateflag.com]. Originellement symbole de paix, le drapeau aux couleurs de l'arc-en-ciel est universellement reconnu comme étant libre de droits. Cette initiative est totalement gratuite et n'a aucun but lucratif.

Les enjeux climatiques sont par nature mondiaux et ne sauraient se restreindre à un cadre législatif strictement national. Ils se déclinent juridiquement à toutes les échelles, allant du niveau supranational avec les grands forums mondiaux tels que Kyoto et Copenhague, au niveau national avec le Grenelle de l'environnement, puis au niveau local avec les agendas 21.

Au niveau national, l'Observatoire national sur les effets du réchauffement climatique (ONERC) a été créé en 2001. L'actualisation du Plan climat national prévu par l'article 2 de la loi du 13 juillet 2005 fixant les orientations de la politique énergétique (dite loi POPE) est en train d'être mise au point et un groupe de travail travaille à l'évaluation du coût des impacts du changement climatique.

Dernièrement, le Grenelle de l'environnement prévoit de nouvelles dispositions pour lutter contre le réchauffement climatique. Le secteur du bâtiment, qui contribue pour près du quart aux émissions nationales de gaz à effet de serre, sera soumis désormais à de nouvelles normes "bâtiments basse consommation" ainsi qu'à des programmes de rénovation. Dans les transports, l'objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre a été fixé à 20 % d'ici 2020. Les collectivités locales seront incitées à établir des "plans climats-énergie territoriaux" et à diversifier leur bouquet énergétique avec 23 % minimum d'énergie renouvelable en 2020.



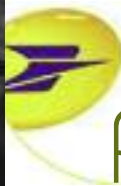
Yves Cochet.

Photo Xavier Cantat

Tout cela est insuffisant et soumis à beaucoup d'incertitudes avec le passage du Grenelle 2 – sorte de long décret d'application du Grenelle 1 – à l'Assemblée nationale début 2010. La conférence de Copenhague confirmera ou infirmera le sérieux de l'engagement des nations face à cette échéance cruciale. ▲

YVES COCHET DÉPUTÉ VERT

à partir du moment où on est dépassé, on a gagné



PORTRAIT croquis

L'imagination au pouvoir

Nicolas GALEPIDÈS

Le Comité national contre la privatisation de La Poste rassemble 60 organisations et a mis en octobre dernier 30 000 militants dans la rue. Il est incarné par Nicolas Galepides. Aujourd'hui syndicaliste Sud PTT, administrateur salarié du groupe La Poste, ce syndicaliste de 50 ans a commencé en « tirant la toile » dans un entrepôt de courrier à Roissy.

A vingt ans, un bac littéraire en poche et déjà chargé de famille, Nicolas Galepides devient préposé à La Poste, facteur. Son engagement syndical date du début des années 90, La Poste est en train de devenir une « entreprise publique » et lui-même, après être passé par différents services, est devenu secrétaire du département informatique et... syndicaliste. « *Sud PTT me correspond bien* », explique Nicolas Galepides. « *Nous nous autorisons des réactions épidémiques. Quand un truc est injuste, c'est injuste, on ne cherche pas à moyenner* ». Dans ce syndicat, il dit avoir aussi appris à rechercher

les failles des textes patronaux. Une science bien utile qui le conduira dix ans plus tard à devenir représentant du personnel au sein du conseil d'administration du groupe La Poste. Élu en 2000, réélu en 2005, il achèvera son deuxième mandat de cinq ans l'année prochaine. C'est dire s'il connaît la maison.

Do it yourself

Alors, quand s'est constitué le Comité national contre la privatisation de La poste, Sud PTT délègue Nicolas et sa première action est de demander un référendum. Une demande ignorée par le gouvernement, qui conduit à organiser une votation citoyenne. Nicolas Galepides raconte : « *On ne savait pas si on allait atteindre le million de votants, et puis on s'est dit qu'à partir du moment où on est dépassé, on a gagné, c'est ce qui est arrivé. Dix jours avant la date fatidique on ne pouvait plus répondre à tous les coups de téléphone. Il y avait un côté ludique, les groupes locaux ne pouvaient compter que sur leurs propres forces, ça a démultiplié les énergies* ».

Le deuxième étage de la fusée, c'est une carte postale tirée en 5 millions d'exemplaires et qui sera diffusée partout jusqu'en décembre. Encore une fois, Nicolas requiert la participation de tous. ▲

LUC BLANCHARD

Monsieur le Président,

Je vous demande :

- le respect du résultat de la votation du 3 octobre 2009
- le retrait du projet de changement de statut de La Poste
- l'ouverture d'un débat public sur l'avenir du service public postal
- un référendum sur l'avenir de La Poste

Prénoms :

Nom :

Signature :



M. le Président de la République

Palais de l'Élysée

65, rue du faubourg Saint Honoré

75008 PARIS

José BOVÉ

le courage



Photos Xavier Cantat

José Bové.

OÙ EN EST la bagarre contre les OGM en France et en Europe ?

José Bové • En France, après la grève de la faim de janvier 2008, nous avons obtenu un moratoire sur la seule variété de maïs OGM cultivée, le maïs MON 810 résistant à la pyrale. Il n'y a pas eu, en 2009, de nouvelle autorisation d'essai en plein champ et les essais pluriannuels autorisés précédemment sont arrivés à leur terme. Certains des décrets d'application de la loi française sur les OGM votée en 2008, transcription d'une directive européenne, ont été retoqués par le Conseil constitutionnel. Le gouvernement va devoir faire amender la loi sur les questions d'information du public. La bataille est aussi aujourd'hui sur la définition du sans-OGM. Au niveau européen, la situation est un peu différente. La Commission européenne vient d'autoriser l'importation de trois nouveaux maïs OGM, un mois après le non accord des pays membres. La France, en tant que présidente de l'Union européenne, a lancé un travail pour modifier l'encadrement des plantes transgéniques et faciliter les autorisations de nouveaux essais.

VU DU PARLEMENT européen, la désobéissance civique reste-t-elle incontournable pour résister à l'injustice ?

JB • Bien sûr. La désobéissance civique est avant tout une action collective qui permet de s'opposer à des injustices. Par exemple, la résistance au fichage ne peut pas passer que par les parlementaires européens ou nationaux, c'est toute la société qui doit s'en saisir et y résister. Les parlementaires comme les élus sont avant tout des citoyens.

Portrait

Syndicaliste paysan
avec la Confédération paysanne
et Via Campesina,
membre fondateur d'Attac.
Faucheur volontaire,
il a rejoint Europe Écologie
pour continuer ses combats
au niveau européen.
Il est eurodéputé.

UN COMMENTAIRE sur la poursuite du rassemblement des écologistes en France ?

JB • Nous avons, après le succès des Européennes, une grande responsabilité et un défi à relever. Il faut continuer à construire le rassemblement dans sa diversité et continuer à l'élargir. Tous ceux qui se réclament de l'écologie politique, d'une économie solidaire, de la protection de l'environnement et de la planète se sont retrouvés autour d'un projet lié aussi bien au local qu'à la planète. Nous réunissons des gens qui ont mené des batailles sur le terrain de l'écologie et de la vie quotidienne, des gens qui peuvent organiser la mobilisation un pied dans le mouvement social et l'autre dans les institutions. C'est l'enjeu de ces prochains mois pour les Régionales. ▲

PROPOS RECUEILLIS PAR GÉRALDINE BOYER



Michèle Rivasi.

Photos Xavier Cantat

Michèle

RIVASI

la persévérance

LE PARLEMENT européen est-il le bon échelon pour lutter contre le changement climatique et le nucléaire ?

MICHÈLE RIVASI • Le sommet de Copenhague est peut-être celui de la dernière chance. Cela passe par une remise en question de notre modèle de développement dominant fondé sur le productivisme et le consumérisme et le culte de la croissance sans fin. L'Union européenne est un échelon de régulation essentiel pour faire face à l'urgence climatique. Parmi les pistes de réponse, il y a les fausses bonnes solutions avec les mécanismes de marché ou le nucléaire. Outre les dangers du nucléaire (accidents, déchets, dissémination...), il faut savoir qu'il est et restera une source énergétique marginale et extrêmement chère. Il est grand temps de refermer les deux parenthèses historiques du nucléaire et de l'énergie fossile.

LA PANDÉMIE de la grippe H1 N1 constitue-t-elle un danger pour la population ? Devons-nous nous faire vacciner ?

MR • Pour lors, il semble que nous ayons à faire à un virus très contagieux mais peu virulent. Aussi et alors que le gouvernement a commandé 94 millions de doses de vaccins et mis en place un protocole drastique, on peut aujourd'hui s'interroger sur la relation bénéfiques - risques de cette campagne de vaccination généralisée. Quid des effets secondaires de ce vaccin alors que l'expérimentation a été très limitée ? Quid des risques liés aux adjuvants utilisés dont on ignore la nature ? Entre précipitation gouvernementale et enrichissement de l'industrie pharmaceutique, le doute est installé dans nos esprits. Il ne faudrait pas que le remède proposé soit pire que le mal.

UN COMMENTAIRE sur la poursuite du rassemblement des écologistes en France ?

MR • Europe Écologie est en train d'inventer un nouveau modèle de mouvement politique, de parti-réseau évitant le centralisme démocratique, permettant d'intégrer des individus de la société civile (acteurs culturels, sociaux, associatifs, syndicalistes...). Nous participons à la régénération de la vie politique en mettant fin à la bipolarisation et en faisant vivre le pluralisme. Notre projet civilisationnel de transformation écologique et sociale de la société est aux antipodes de celui du Prince-Président en exercice et des formations politiques traditionnelles trop engluées dans une approche gestionnaire ou boutique. Europe Écologie dessine un nouvel imaginaire, d'une société qui a remplacé le "toujours plus" par le "vivre mieux". ▲

PROPOS RECUEILLIS PAR SÉBASTIEN BARLES

Portrait

Présidente des commissions de recherche sur la radioactivité (CRIIRAD) de 1986 à 1997 et sur les ondes électromagnétiques (CRIIREM), ex-députée de la Drôme, elle est actuellement adjointe au maire de Valence et eurodéputée.

Paris

Les tours de bureaux, c'est ballot !

Scandale du logement à Paris... Action.

Paris est la ville de France où les prix de l'immobilier sont les plus élevés. Le prix à la location d'un studio de 20 m² atteint aisément les 700 euros, voire plus. Pourtant, la mairie de Paris s'emploie à construire... des tours de bureaux !

C'est pourquoi les Verts Paris ont lancé une campagne pour qu'on accorde plus de place au logement et moins aux tours de bureaux, symbole d'un urbanisme monumental indifférent aux personnes et à la planète. Outre une pétition, les militants ont distribué des cartes postales et déposé des affiches aux quatre coins de la capitale. Les visuels de la campagne et la pétition sont disponibles à l'adresse suivante : [paris@lesverts.fr].

Construire des éco-quartiers, transformer les bureaux haussmanniens vides du centre de la ville, se battre pour contenir les loyers, permettre de loger ceux qui en ont besoin dans les locaux vides : les solutions existent – les Verts Paris veulent les faire entendre. ▲

LIONEL GUÉRIN
[<http://paris.lesverts.fr>]

A PARTIR DE 15 €
VOTRE SUPERMARCHÉ VOUS OFFRE LA
LIVRAISON À DOMICILE
gratuite

GÉNIAL
SAUF QUE J'AI PAS DE DOMICILE !

LES TOURS DE BUREAUX
C'EST BALLOT !

+ DE LOGEMENTS ET - DE BUREAUX !

L'ÉCOLOGIE
Les Verts
LE MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE

Les Verts de Paris lancent une nouvelle campagne pour défendre un autre urbanisme dans la capitale, qui fasse la part belle aux logements plutôt qu'aux bureaux.

Montpellier ^{local}

100 % de cantines bio

Aux côtés des responsables du groupe local des Verts, Sébastien Guyon, Pascale Pibot, Christian Dupraz et des élus au Conseil municipal, dont Jean-Louis Roumégas, Nathalie Medeiros, Nicole Stamm et Mustapha Majdouli, nous avons porté la thématique des cantines bio pendant les Municipales de 2008. Nous sommes allés devant toutes les écoles de la ville en distribuant des pommes aux enfants et en expliquant aux parents l'avantage de passer au bio dans les repas servis le midi. Nous avons alors reçu un accueil très enthousiaste des parents d'élèves et de nombreux enseignants et directeurs d'écoles.

Nous avons donc réactivé cette campagne en mettant en place une série d'outils de communication et de sensibilisation. Le but affiché est de recueillir 10 000 signatures de parents d'élèves désireux de voir le bio introduit progressivement. Pour cela, nous avons créé une pétition à destination de la mairie PS (nous sommes dans l'opposition), que nous faisons signer à la sortie des écoles et en laissant la possibilité de signer en ligne. Nous leur laissons un petit fascicule qui explique notre campagne et les avantages en termes de santé, d'emplois et d'environnement que représente le bio. Un site internet est à leur disposition [<http://cantinebio-mtp.fr>] pour tous les renseignements que les parents d'élèves peuvent chercher sur le sujet.

L'accueil est toujours aussi bon devant les écoles. Pour les militants qui sont tous les jours devant les écoles, c'est vraiment gratifiant car le sujet fait l'unanimité (ou presque) et les retours sont vraiment sympas. Les parents voient qu'il est possible de faire de la politique autrement ! ▲

SÉBASTIEN GUYON LES VERTS DE MONTPELLIER
[<http://www.verts-montpellier.org>]

Une grande campagne des Verts et d'Europe Écologie en faveur du bio. Témoignage.

BON APPETIT
les petits...

Malbouffe dans les cantines scolaires :

Les cantines bio c'est possible !

La cuisine centrale des écoles de Montpellier ne propose aucun produit bio. Le bio y est presque inexistant. Pourquoi changer les choses ? À quand des repas bio, des produits locaux et de saison dans les cantines de Montpellier ?

Signez la **Pétition en ligne** sur le site
www.cantinebio-mtp.fr

écologie L'ÉCOLOGIE Les Verts

Info et contacts : 06.47.97.21.95 - 06.25.03.41.53

« Les cantines bio, c'est possible ! ». Les écolos de Montpellier ne lâcheront pas car... c'est bel et bien possible !

Le retour DE LA FRANÇAFRIQUE

Palestine

Halte à l'impunité !
Le "rapport Glodstone"
des Nations Unies
sur l'offensive israélienne
de Gaza en janvier 2008
est un grand pas en avant
pour la recherche
de la vérité.

Angolagate

La Françafrique et son cortège de corruption, de néo-colonialisme et de morts ont été condamnés fin octobre 2009. Tous les ingrédients objets étaient réunis dans ce procès : gigantesque trafic d'armes, pots-de-vin massifs avec parmi les condamnés un ancien ministre, des conseillers renommés, issus de réseaux français de gauche et de droite sur fond de pétrole angolais et de guerre civile sanglante. Il fallait rendre justice aux centaines de milliers de victimes des armes et mines anti-personnels vendues dans ce trafic, qui a alimenté une guerre qui a fait près d'un million de morts, en majorité civils. La Françafrique n'a pas fait que spolier l'Afrique. Elle s'est nourrie de ses guerres sans fin. Ce procès a condamné certaines têtes de réseaux mais la Françafrique vit toujours.

L'arrivée de Sarkozy à la Présidence de la République française annonce aussi le retour de la Françafrique comme seule défense des intérêts stratégiques de la France au détriment de tous les droits fondamentaux. Il avait déjà fait preuve de son mépris pour les Africains lors de son fameux discours de Dakar de juillet 2007 où il reprenait la vieille argumentation d'Hegel sur la non entrée dans le cours de l'histoire du paysan africain.

Ces derniers mois, c'est un festival de soutien à des régimes non démocratiques (mais riches en ressources naturelles) malgré les critiques internationales ou celles de l'OUA : Mauritanie, coup d'État électoral d'Omar Bongo au Gabon, coup d'État constitutionnel au Niger (prolongation de deux ans du mandat du Président Tandja et emprisonnement des opposants politiques), Tunisie (interdiction de participation aux élections de certains partis et violence sur opposants politiques).

À cela, il faut ajouter que la France a faiblement critiqué la récente répression sanglante en Guinée.

Et le tout se passe sous l'égide du nouveau Foccart, Robert Bourgi, conseiller spécial (sic) Afrique de Nicolas Sarkozy, dont la présence a été très remarquée dans de nombreuses élections africaines contestées ! ▲

JÉRÔME GLEIZES

RESPONSABLE DE LA COMMISSION TRANSNATIONALE DES VERTS



Malgré la condamnation de certains de ses acteurs d'hier, la Françafrique continue d'exister.

AMÉRIQUE LATINE Le retour des coups d'États

Le 28 juin 2009 a connu le premier coup d'État en Amérique latine, au Honduras, depuis celui contre Chavez au Venezuela en 2002. À l'époque, ce coup d'État avait duré deux jours. Face à la pression internationale et celle du peuple vénézuélien, les putschistes n'avaient pas pu se maintenir au pouvoir, même soutenu par les États-Unis de Georges Bush. Ce coup d'État ressemble à celui de 2002. Coup d'État institutionnel : le parlement hondurien destitue, avec le soutien de l'armée, le président sortant Manuel Zelaya au profit de Roberto Micheletti. Zelaya est ensuite expulsé. Des troubles provoquent plusieurs morts, des dizaines de blessés et des centaines de personnes arrêtées. Une résistance populaire s'installe et s'oppose à ce coup de force. Aucun État ne reconnaît officiellement les putschistes et le gouvernement putschiste se trouve affaibli, surtout depuis le retour de Zelaya en cachette au Honduras. Ce coup d'État est un test pour l'Amérique d'Obama. Un bras de fer semble être engagé entre le Président qui ne reconnaît pas le gouvernement de Micheletti et le département d'État, moins insensible. Les Européens, ayant dans ce pays, la plus grande base militaire d'Amérique centrale, ont la possibilité de mettre fin à ce coup d'État.

À suivre. ▲

JÉRÔME
GLEIZES



Sculpture maya, Honduras.

Bosnie

Crimes de guerre, crime contre l'humanité, génocide... Le Tribunal Pénal International pour l'ex-Yougoslavie a inculpé l'un des trois plus importants responsables du nettoyage ethnique en Bosnie : Radovan Karadzic. La guerre de Bosnie, qui a fait plus de 250 000 morts, s'est déroulée au vu et au su de tous, et restera le plus grand massacre en Europe depuis la seconde guerre mondiale. Les démocrates qui se battent pour une justice internationale espèrent que la prolongation du mandat du TPI par le Conseil de sécurité des Nations Unis permettra enfin l'arrestation de Ratko Mladic. Cet ancien chef des forces armées serbes de Bosnie est

responsable du massacre de Srebrenica en 1995, enclave qui était censée être protégée par les casques bleus.

Tunisie

Les Verts demandent la libération immédiate du journaliste Taoufik Ben Brik, enfermé pour avoir critiqué le régime de Ben Ali.

Vite dit

Noir

Le 24 octobre 2009
– jour du changement
d’heure – a eu lieu le
premier “Jour de la Nuit”,
opération de sensibilisation à la
pollution lumineuse, la
protection de la biodiversité
nocturne et du ciel étoilé. Des
centaines d’événements
mobilisateurs et festifs ont eu
lieu partout en France !
L’événement a permis la
découverte ludique de la faune
et de la flore, l’observation des
étoiles avec des astronomes
avertis, des retraites familiales
aux flambeaux...



Photo Wasegr / www.phototheque.org

De nombreuses villes ont éteint
une partie de l’éclairage public
pour renouer le lien avec une
nuit préservée et profiter de ses
paysages magiques et fascinants.

Un pas de plus vers la
préservation de la nuit, de la
nature, du climat et de
l’environnement ?
[<http://www.jourdelanuit.fr>]

Fesseinheim,

la plus vieille centrale
nucléaire de France,
n’est plus rentable,
coûte trop cher
aux citoyens et est très
dangereuse. Il faut
la fermer.

Photo Sébastien Litique



Sangatte - Paris - Kaboul...

... Autrement dit, de Charybde en Scylla. Les exilés fuyant
l’Afghanistan croyaient-ils, une fois en France, trouver refuge et
solidarité ? Erreur. Tels ces marins mythologiques voguant de
roche dangereuse en récif mortel, ces exilés n’en finissent plus
de se heurter aux politiques inhumaines menées par les états
européens, avec la France en première ligne.

Les derniers épisodes sont accablants :

- 2002, Sangatte : centre fermé, exilés éparpillés, poursuivis de
Calais à Paris. Des « jungles » que les autorités cherchent à
fermer les unes après les autres, chacun se
déplaçant, avec de moins en moins de droits
et une violence accrue.
- 2009, Paris. On aurait pu penser que son
maire – de gauche – allait avoir une autre
politique à l’heure de l’identité nationale.
Seconde erreur. Cet été, Bertrand Delanoé
ferme aux exilés les parcs et jardins. Son
bouclier : la responsabilité en revient à l’État...
La ville de Paris se dédouane, en reloge une
poignée, laissant les autres sans solution.
- Octobre 2009, Kaboul : la France renoue

avec son passé : premier charter pour Kaboul depuis 2005, malgré
les avertissements maintes fois renouvelés par le Haut commissariat
aux réfugiés et la Cour européenne des droits de l’homme,
« les conditions d’accueil [n’étant pas] réunies pour un retour,
notamment du fait de la situation en Afghanistan, et au regard des
critères utilisés par l’ONU ».

Que faire ? dirait Lénine. S’informer chaque jour de la situation
des exilés : symptômes d’un nationalisme et d’un racisme
sécuritaires – et le répéter partout. Le silence, c’est la mort. ▲
Pour cela un premier site : <http://www.exiles10.org>

ANNE SOUYRIS MEMBRE DU COLLÈGE EXÉCUTIF DES VERTS,
DÉLÉGUÉE AU PROGRAMME, AUX COMMISSIONS, AUX RELATIONS
AVEC LES SYNDICATS ET LES MOUVEMENTS SOCIAUX

Actualités, commentaires, analyses, brèves...

En payant
les élèves,
on introduit
un rapport marchand
qui dénature l'acte
d'enseignement.

Ni demain
ni peut-être,
les solutions
maintenant !



Les lycéens ne manquent pas d'idées pour illustrer leurs banderoles à l'occasion de leurs toutes premières manifestations...

Déchets nucléaires

Arte a diffusé en octobre un documentaire édifiant dont le titre dit tout : *Déchets : le cauchemar du nucléaire*. Ce film a été produit par (les trois audacieux) Yves Darondeau, Christophe Lioud et Emmanuel Priou, de la société de production indépendante Bonne Pioche. Réalisée par Eric Guéret et Laure Noualhat avec le concours de l'eurodéputée Michèle Rivasi et de Jean-Luc Thierry de Greenpeace, cette enquête internationale nous montre de façon objective la face cachée du nucléaire et son déficit démocratique à travers son point faible : les déchets radioactifs. Une vérité qui dérange... Ceux qui ont loupé la diffusion peuvent maintenant se procurer le DVD du film dans la collection "Grandes enquêtes" de Arte – dont la dernière était *Le Monde selon Monsanto*... Ou bien lire le livre de l'enquête coédité par Arte Editions et Le Seuil et préfacé par Hubert Reeves. Infos : <http://www.arte.tv/fr/> ▲

Lycée

Notre école est plus inégalitaire que celles de la majorité des pays européens. Pourquoi ne pas réformer en profondeur le bac, mode d'évaluation qui privilégie le bachotage et la mémorisation, aux dépens de l'autonomie et de la créativité des élèves ? Pourquoi ne pas préférer des parcours

modulaires aux sacro-saintes filières ? Pourquoi ne pas favoriser un exercice réel de la démocratie au lycée ? Pourquoi le redoublement n'est-il pas limité, alors que son abus fait des ravages ? Comment vouloir améliorer la pédagogie et la qualité de la formation des enseignants quand les IUFM ont été supprimés ? Comment renforcer l'encadrement et l'apprentissage quand 13 500 postes ont été supprimés dans l'Éducation nationale à la rentrée 2009 ? Comment rendre l'école plus égalitaire, quand la carte scolaire a été abandonnée, au profit des meilleurs lycées et des meilleurs élèves ?

Vite dit

Prison

Promise puis enterrée par Jospin, oubliée par Chirac, détruite par Sarkozy, la loi pénitentiaire n'est en rien la grande loi attendue. Les rares avancées n'avaient pas besoin d'une loi pour être adoptées, de simples décrets suffisaient. Cette loi marque d'importants reculs vis à vis des attentes qu'elle avait suscitées, que ce soit sur la réinsertion, le droit du travail en détention, la santé, les suicides, la libération conditionnelle, le maintien des relations familiales, le droit à la

Vert Electro,

la lettre électronique des Verts, paraît au gré de l'actualité.

Envoyez un courriel à [vertelectro@lesverts.fr] pour la recevoir gratuitement.

OGM

La prise de conscience des ravages du tout transgénique par les gouvernants n'a été possible que grâce au courage des lanceurs d'alerte, les faucheurs volontaires, qui subissent procès sur procès. Nous avons grâce à eux évité une pollution génétique irréversible de notre environnement et la soumission économique des agriculteurs aux oligopoles semenciers. Plusieurs décisions cruciales concernant les OGM doivent être prochainement prises au niveau européen (modification des procédures d'évaluation environnementales et sociales, autorisation de taux d'une contamination des semences, etc.). Le travail des lanceurs d'alerte n'est hélas pas terminé, et les Verts continueront de les soutenir. ▲

Trans

Comme tou-te-s les patient-e-s, les personnes transsexuelles ou intersexuées doivent pouvoir choisir leur médecin et voir leurs soins pris en charge par la collectivité. Les personnes trans en transition ne doivent ni être fichées dans un "registre national" ni se voir assigner des équipes médicales spécifiques. Le libre choix du médecin est un droit pour tou-te-s ! Les

opérations et les traitements nécessaires à la réassignation de genre sont des éléments essentiels du droit à la santé des personnes. Les personnes trans doivent pouvoir obtenir le changement de leur état civil sans stérilisation forcée. Les enfants intersexués ne doivent plus subir un geste chirurgical d'assignation sexuelle sans leur consentement éclairé, ou sans que leur vie ne soit en danger. Ils doivent pouvoir déterminer leur propre identité sexuée une fois qu'ils peuvent la communiquer. ▲

sexualité... Avec cette loi, les prisons resteront pleines, les lois votées par l'UMP continueront à les remplir, les moyens alloués à la réinsertion resteront inexistantes et les rapports internationaux dénonçant nos prisons continueront à s'accumuler sur le bureau de la Garde des Sceaux.

Actualités,

commentaires,

analyses,

brèves...

Algues vertes

C'est le modèle agricole breton intensif et productiviste qu'il faut remettre en cause radicalement. Les solutions existent !

La Marseillaise et la burqa

L'identité nationale selon l'UMP

Le gouvernement ressert sa vieille soupe nationaliste en annonçant la tenue d'un débat sur l'identité nationale, avec en apéritif la question de la burqa. Sous couvert de préserver "l'identité nationale", qui serait mise en danger par la présence des immigrés, on place sur le même terrain "identité nationale", port du voile, immigration... L'insécurité ne va pas tarder à faire son entrée. Cette comédie est d'autant plus dangereuse que nombre de citoyens bien sous tous rapports mais trop basanés pour être honnêtes en sont déjà les victimes. Ils subissent de plein fouet la violence symbolique qu'engendre la pollution des imaginaires collectifs. Ces drames du quotidien que sont la discrimination, impunie, institutionnalisée, la relégation dans certaines zones géographiques, les CV jetés à la poubelle, les délits de faciès lors des contrôles policiers, etc. ne font pas l'objet de la même attention médiatique et politique que les quelques centaines de femmes portant la burqa. En grossissant à l'envi des phénomènes sociaux dérangeants mais minoritaires, on nivelle par le bas le débat politique. Cette énième version du vrai-faux débat sur les immigrés mis en scène par le gouvernement est dérangeant. Oui, un débat sur l'immigration est nécessaire, à condition de ne pas tout mélanger : quelle politique pour les sans-papiers ? pour les demandeurs d'asile ? pour les étrangers vivant régulièrement sur le territoire ? pour les français issus de l'immigration considérés comme des citoyens de seconde zone ? ▲

DJAMILA SONZOGNI PORTE-PAROLE

Free !

Entrez dans l'économie du gratuit

Chris Anderson,

Edition Pearson 2009

Après un premier ouvrage remarqué (*La Longue Traîne*, 2007) Chris Anderson revient avec *Free*. Le livre démontre qu'avec l'avènement du web et la diminution de ses coûts dans des proportions jamais vues, le gratuit cesse d'être un gadget promotionnel. L'économie numérique d'aujourd'hui, c'est Dalymotion, qui révolutionne la TV grâce à une bande passante quasi gratuite, c'est Gmail ou Facebook, qui offrent des capacités de stockage illimitées... Chris Anderson étudie tous les exemples de gratuité qui s'offrent à nous et conclut : les entreprises de l'avenir devront gagner leur

Photo Sophie Camard



Vous avez été trop peu nombreux à répondre à notre appel à photos – que nous réitérons présentement – pour la nouvelle formule de VERT (vertcontact@lesverts.fr)... Merci Sophie.

argent autour du gratuit. C'est un modèle économique à part entière qui a déjà fait ses preuves.

LUC BLANCHARD

Vite dit

Nanotechnologies

Il est impératif que l'ensemble des graves questions législatives, éthiques, économiques, sanitaires et environnementales que pose la banalisation des nanotechnologies soient exposées et débattues en toute transparence avec l'ensemble des citoyens. Le débat national est un premier pas, encore trop modeste, dans cette direction. L'explosion des financements publics et privés ciblés sur le développement des nanotechnologies s'est fait jusqu'alors sans réelle réflexion sur leur intérêt sociétal ou sur les risques afférents en matière d'éthique et de libertés. De même, la mise sur le marché de centaines de produits intégrant des nanos-objets se fait en contradiction manifeste avec le principe de précaution.

L'écologie
a des solutions,
la région
est la bonne
dimension !



Jean-Marc Brûlé.

Les Verts et les Régionales

Une campagne mutualisée au service du succès de tou-te-s

Pour des élections régionales, c'est la première fois chez les Verts que nous mettons en place une équipe de campagne nationale. Celle-ci travaillera à la production d'outils nationaux mais sera aussi au service direct des régions. Elle s'appuiera sur l'expérience des Européennes récentes, ce qui a marché, ce qui reste à perfectionner. Elle se coordonne avec l'ensemble des secrétaires régionaux, et bientôt des candidats Verts ou non-Verts. Deux axes de travail, donc, pour l'équipe se mettant en place. Elle commencera dès début novembre à travailler en "temps masqué", c'est-à-dire en préparant du mieux possible la vraie campagne qui aura lieu de janvier à fin mars : agenda prévisionnel, maquettes, salles réservées, meetings scénarisés, etc. Cela permettra dans un second temps une disponibilité et réactivité maximales pour se consacrer aux figures libres de campagne nécessitant disponibilité, inventivité et dynamisme de tous, libérés des contraintes matérielles.

La mutualisation permet des économies d'échelle (via des achats groupés, par exemple) ainsi qu'un gain en professionnalisme. La campagne nationale portera des propositions programmatiques concrètes et organisera des meetings nationaux. En parallèle, chaque région pourra bénéficier des préconisations en communication, en solutions internet, ou encore en organisations d'événements de la part d'une équipe dédiée et disponible. Celle-ci sera très vite connue de tous (un organigramme !) et disponible, et vous aurez l'occasion de la rencontrer sur le terrain, dès les tous premiers événements ! ▲

JEAN-MARC BRÛLÉ
DIRECTEUR DE CAMPAGNE NATIONAL



Le rassemblement des écologistes se poursuit de façon exponentielle à l'occasion des élections régionales.

L'Europe

a la possibilité
de transformer
la crise
en opportunité
de bâtir
une économie verte
pour le monde.

Mots croisés écologiques pour cruciverbistes très avertis

Vite

abonne-toi à vert

Bobo urbain ? Baba rural ?
Ouvrier ? Cadre ? Intellectuel ?
Sans profession ? Jeune ?
Agriculteur ? Cultureux ? ...

vertabonnement@lesverts.fr

HORIZONTELEMENT

I. Un sommet qui ne doit pas céder aux sirènes du capitalisme. II. Un sommet sous les Tropiques. L'énergie du futur, nous dit-on...quand on saura faire. III. Du jaune et du blanc. Grand adversaire de Grant. IV. Bourgeois, bohème, mais écolo, ça reste à démontrer. Précurseurs de l'ozone, et donc réchauffeurs d'atmosphère. V. Transpire. Pour les fondus du tableau périodique : le technétium, produit de fission de l'uranium. Petit tour. VI. Danse cubaine. Indécente. VII. A été mis au tapis dans les Yvelines, mais c'est pas grave, il n'est pas douillet. VIII. Prénom d'un père pour Mamère. Exécuta. IX. Celui du 92 est le plus riche de France. La moins chère est celle qu'on ne consomme pas. X. Attendri. Métal. Un truc qu'Areva n'est toujours arrivé à finir en Finlande.

VERTICALEMENT

1. Phénomène économique, pas toujours compatible avec l'environnement. 2. Pas dans l'armée. Distance astronomique. Souvent fauchés avant maturité. 3. Faisons vite, elle déborde ! 4. Qui ne se renouvelle pas, en parlant d'énergie (dommage...) ou de Claude Allègre (ouf !). 5. Norme française. En début d'après-midi. Drame japonais. 6. Cinéaste hélicologiste (ne vous trompez pas, ils sont au moins deux !). Le truc à Cadarache, vous savez où ils multiplient le plutonium comme des petits pains. 7. Enzyme. Quand il est en fusion, c'est l'amour fou...ou Tchernobyl. 8. Groupe de climatologues qui a l'outrecuidance de ne jamais être d'accord avec Allègre. Le genre de choses qu'on doit faire à 23 ans, pour améliorer sa connaissance du monde de l'entreprise quand on n'a pas fini ses études. 9. Voyelles. Retirez. Adresse sur Internet. 10. Grisé. Elle a obtenu (et mérité) son Grenelle à elle toute seule.

Solutions
HORIZONTALLEMENT : I. COPENHAGUE. II. RIO. FUSION. III. OEUFE. LEE. IV. BOBO. COV. V. SUES. TC. TR. VI. SALSZA. OSEE. VII. LIPETZ. VIII. NOEL. TUA. IX. CG. ENERGIE. X. EMU. OR. EPR.
VERTICALEMENT : 1. CROISSANCE. 2. OIE. UA. OGM. 3. POUBELLE. 4. FOSSILE. 5. NF. AP. NO. 6. HULOT. ITER. 7. ASE. COEUR. 8. GIEC. STAGE. 9. UO. OTEZ. 10. ENIVRE. MER.

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I										
II				■						
III					■				■	
IV		■					■			
V					■			■		
VI						■				
VII		■								■
VIII					■				■	
IX			■							
X				■			■			

www.fortissimots.com

Nom

Prénom

Numéro, rue

Code postal

Commune

Pays

Téléphone

Courriel

- Abonnement simple :**
 6 euros
- Abonnement de soutien :**
 12 euros 15 euros 20 euros autre.....
- Abonnement institutionnel :**
 30 euros

C'est à tous ceux qui veulent
que la société bouge
que s'adresse **vert**
- le journal qui annonce
la couleur ! Abonnez-vous...

vert
service abonnement
BP 90
75961 Paris CEDEX 20
01 43 66 16 05
vertabonnement@lesverts.fr

L'OURS Rédaction : 247 rue du Faubourg-Saint-Martin,
75010 Paris. Téléphone 01 53 19 53 19,
fax 01 53 19 03 93, courriel [vertcontact@lesverts.fr], internet [lesverts.fr]
 • Directrice de publication : Cécile Dufлот • Directeurs de rédaction :
Jean-Louis Roumégas et Djamilia Sonzogni • Rédactrice en chef :
Géraldine Boyer • Secrétariat de rédaction, mise en page : GB
 • Imprimerie : Presse Pluriel, Paris, Tél. 01 43 66 71 53 • Tirage : 20 000 ex.
 • CPPAP en cours - ISSN 0298-8089 • Comité de rédaction : Luc Blanchard,
Dominique Deboise, Fanny Carmagnat, Lionel Guérin • Ont aussi colla-
boré à ce numéro : Serge Marolleau, Elise Beretz, Damien Demailly, Julie
Nouvion, Julie Laernoës, Anne Lacouture, Pierre Januel, Manuela Lorand.
vert n°1 - trimestriel qui annonce la couleur

le réchauffement climatique tu y crois ?



vert

le journal
qui annonce la couleur

6 abonnement annuel :
euros

trimestriel des Verts français
abonnement : vertabonnement@lesverts.fr
rédaction : vertcontact@lesverts.fr